

OUTILS de lutte – Le BLOCage ?!

Quelques articles siphonnés (merci à ceux qui se décarcassent pour mettre un peu de clarté et de lucidité dans nos esprits) sur Internet :

A - « D'une certaine façon, le Comité invisible a raison sur une chose : le pouvoir est logistique, et c'est une plate tautologie, puisque le pouvoir, c'est le pouvoir de faire des choses. Mais ce dont le fait de pointer cela rend surtout compte, c'est que "le pouvoir" ne négocie plus, qu'en temps de crise il renonce à même apparaître comme la synthèse neutre des différents intérêts de classes, pour apparaître comme ce qu'il est : la domination d'une classe. La fable de l'intérêt général - la démocratie sous ses différentes formes - s'évanouit alors devant la réalité de l'intérêt supérieur de l'économie (qui serait alors la véritable synthèse sociale), cet autre fétiche de la domination de classe. La gestion de la grève devient alors une question de maintien de l'ordre, et, en effet, une question de logistique. Dès lors, ceux qui contestent ne sont plus des adversaires avec qui l'on dialogue, mais des contrevenants : des radicalisés. Il ne faut plus négocier, il faut "débloquer", physiquement. La répression est le corollaire obligé de l'absence de dialogue, elle la justifie en même temps qu'elle la manifeste.

Mais là où le Comité invisible voyait une faiblesse, la preuve que l'Etat ne pouvait plus produire de légitimité symbolique mais "seulement" contrôler le territoire, il faut aussi rappeler que, dans le rapport de forces actuels, la logistique est non seulement le point fort de l'Etat, mais aussi le moyen par lequel il envisage de durer toujours : il lui a fallu moins de trois semaines pour évacuer les ronds-points des Gilets jaunes et faire cesser les blocages. C'est d'ailleurs précisément parce que l'Etat a remporté la bataille logistique (au sens de la DDE) que la contestation s'est reportée dans la rue, où elle est de nouveau traitée logistiquement par la police. Et vu la manière dont tout cela tourne, il faut encore une fois se poser la question : est-ce qu'on peut lutter contre l'Etat sur le terrain de la circulation ? Est-ce qu'on peut même vraiment, en pratique, non pas d'un point de vue technique mais en prenant en compte l'état des forces en présence, "paralyser le pays" ? Et, finalement, pour quoi faire ?

Ce qui se produit dans cette situation, c'est qu'à chaque mouvement d'ampleur, ceux qui entrent en lutte se trouvent face à un mur qui ramène effectivement leur action à un problème de logistique. La gestion idéologique de la question par l'Etat se fait alors dans la seule perspective du retour à la fluide normalité de l'ordre circulant des choses : disqualification politique des positions, marginalisation sous la qualification d'extrémisme, dispersion immédiate de toute manifestation traitée comme un trouble à l'ordre public, "déblocage" instantané, mobilisation des personnels non-grévistes pour rétablir le fonctionnement normal, etc. La "normalité" apparaît ici pour ce qu'elle est, une violence permanente, mais elle n'apparaît ainsi qu'à ceux qui sont entrés en lutte parce qu'ils subissent cette violence. Pour les autres, la normalité, c'est la normalité, point. La question dès lors est : jusqu'où l'Etat, entouré de ceux pour qui la normalité est encore souhaitable, peut-il continuer à nier l'existence de ceux pour lesquels cette normalité devient de plus en plus insupportable ? C'est cette dynamique de "décrochage" qui nous invite à penser la

guerre civile comme toujours contenue dans la situation actuelle, où que ce soit dans le monde, de la pire des dictatures aux démocraties les mieux établies. Et là aussi, on tremble face à l'idée de l'enlèvement dans une guerre civile où l'Etat conserve tous ses moyens logistiques : la Syrie de Bachar-el-Assad est là pour nous rappeler ce dont est capable un Etat qui parvient à regrouper derrière lui une partie de la population contre l'autre. Cela peut durer, et la durée ici c'est l'écrasement programmé.

C'est pourquoi aujourd'hui chaque mouvement qui commence à s'étendre entre d'emblée dans une zone inconnue, pleine d'incertitudes et plutôt terrifiante, avec pour seules perspectives le retour à une "normale" qui devient de plus en plus invivable, l'écrasement ou le chaos de la guerre civile. Pour le capital, la fin de la politique, ça n'est jamais rien d'autre que la guerre. Voir ces conditions-là se manifester en France, dans un mouvement aussi "classique" qu'une lutte contre la réforme des retraites, voir cette logique destructive déployer ses prémisses dans ce qui il y a vingt ou trente ans se traduisait par une sorte de dance nuptiale ritualisée entre les "partenaires sociaux" et l'Etat, nous dit assez quelle est la profondeur de la crise dans lequel nous sommes entrés. Ce qui se prépare en France n'a évidemment aucune commune mesure - quantitativement parlant - avec ce qui existe en ce moment au Chili ou en Irak, et chaque situation doit être comprise pour elle-même, mais cela fait cependant état d'une situation générale, qui est bel et bien mondiale. Le point commun entre la manière dont l'Etat français envisage le mouvement contre la réforme des retraites, et des mouvements comme ceux qui se déroulent au Moyen Orient ou en Amérique latine, c'est cette situation où l'Etat n'a plus rien à donner (et dans les cas précédents la crise de l'Etat rentier extractiviste et redistributeur ne fait que manifester de manière encore plus violente cette situation) et où on n'attend en réalité plus rien de lui, alors que cependant il reste la seule perspective des luttes : "le peuple veut la chute du régime", partout, à l'infini. C'est peut-être là qu'est le véritable "blocage", dans ce face à face sans fin avec l'Etat. Aujourd'hui, ce serait une folie de l'envisager autrement que comme la perspective d'une crise révolutionnaire mondiale, et ce serait du nihilisme que de ne pas envisager dans ce cadre la perspective communiste.

Dans cette perspective, les luttes évolueront comme elles peuvent, il n'y a pas d'avant-garde susceptible de leur donner une direction. La radicalité n'existe ni dans des idées ni dans des personnes, elle est dans la situation. Cependant, il serait aussi irresponsable de ne pas pointer ce simple fait : les "luttes sur la circulation" et la stratégie du blocage, tout comme la pure perspective émeutière, sont vouées à l'échec. Leur seule perspective est de parvenir à déstabiliser l'Etat pour le contraindre à améliorer les conditions d'existence des masses de prolétaires que le capitalisme exclut ou éloigne de sa "normalité", mais une telle perspective intégratrice n'est plus à l'ordre du jour. Dans ce cas il ne reste plus à l'Etat qu'à organiser le déblocage et le retour à l'ordre, ce qu'il a largement les moyens de faire. Quoiqu'en pensent certains rêveurs, on ne sera pas plus efficaces que l'Etat sur le terrain de la logistique, ni par le blocage, ni par l'émeute. Au mieux, si la crise se généralise, on peut obtenir un changement de personnel politique pour organiser le retour à la normale, au pire c'est l'écrasement. C'est ce que ne dit jamais le slogan "bloquons tout !" Pour quoi faire ? Pour quelle "victoire" au juste ? Et avec quelles chances de réussite ? Face à la perspective de cet échec programmé, il faut au contraire dire qu'un mouvement révolutionnaire qui commencerait à se mettre en capacité de l'emporter n'aurait d'autre

choix que de s'attaquer à la production, de s'emparer d'éléments productifs et commencer à pratiquer une production sans échange, la gratuité, à ne pas bloquer la circulation mais à se l'approprier pour soutenir sa lutte, etc., c'est-à-dire à mettre immédiatement en œuvre le communisme. C'est seulement dans ce cadre, où le mouvement commence à rendre possible la vie hors du capital, où la lutte ne se limite plus au face à face meurtrier avec l'Etat, que l'émeute et le blocage peuvent jouer un rôle positif. Il va sans dire qu'on en est encore loin. » (<https://blogs.mediapart.fr/carbure/blog/011219/blocage>)

B - « LE POUVOIR EST LOGISTIQUE. BLOQUONS TOUT ! » - Mais que font les gilets jaunes ? (paru dans lundimatin#166, le 21 novembre 2018)

Depuis dix jours que chaque journal, chaque JT, chaque émission et aussi bien chaque site militant se perd en sociologismes creux sur « qui sont les gilets jaunes ? », en ventriloquie désolante sur « ce que disent les gilets jaunes ? », en fines spéculations sur « ce que veulent les gilets jaunes ? », il n'y a personne pour se pencher sur ce que *font* les gilets jaunes. Il est vrai que se pencher sur ce que les gens *font* n'est dans l'intérêt d'aucun de ceux dont la prospérité est fonction de la passivité générale. Or l'évidence est que « les gens », dans cette époque, lorsqu'ils rentrent en action, *bloquent*. Ils bloquent les flux qui maintiennent en vie le réseau redondant de la métropole universelle. Les éternels trotskystes qui font profession d'appeler sans fin et sans effet à la grève générale en sont une nouvelle fois pour leurs frais. Les gens ne font pas grève, ils bloquent. Mais le plus cruel pour tous ces militants qui ne cessent d'enjoindre « le peuple » au mouvement quand il est devant sa télé pour mieux le dauber quand il commence à s'organiser, c'est que cette façon d'aller bloquer les axes de communication, les entrepôts, les centres commerciaux, les centres de loisir, ne répond à aucun appel central, à aucun chef, à aucune idéologie : bloquer s'impose comme une évidence - exactement comme faire grève, dans une autre phase du capital, relevait de l'évidence.

N'importe quel opposant sud-américain nous dira que nous enfonçons là des portes ouvertes, tant cela fait des décennies que bloquer les routes est le premier geste spontané de quiconque se met en mouvement sur ce continent-là ; et peut-être précisera-t-il que la valeur politique de ce geste est elle-même sujette à caution, vu que c'est par un blocus organisé des axes de communication du pays que l'extrême-droite chilienne a préparé le terrain au renversement d'Allende, et que c'est d'ailleurs grâce au système Cybersyn, le premier projet étatique de cybernétisation d'une entière société, qu'Allende put contourner ce blocus, mais c'est une autre histoire... Pour ce qui est de l'Hexagone, l'apparition du mot d'ordre « bloquons tout ! », qui donne son nom à tant de groupes facebook des dernières semaines, remonte à 2006 durant la lutte contre le CPE (Contrat Première Embauche) ; c'était le cri de ralliement de la fraction la plus « radicale » du mouvement d'alors. Le Comité invisible ayant produit une analyse assez honnête de ce qu'il en est de cette question et de cette évidence du blocage dans le chapitre d'*À nos amis* (2014) intitulé « Le pouvoir est logistique. Bloquons tout ! », il ne nous a pas semblé inutile de le reproduire ici, au vu des circonstances. On peut faire grief, superficiellement, aux gilets jaunes de tout bloquer pour que tout continue comme avant, de s'organiser pour continuer de jouir de la

catastrophe avérée qu'est la civilisation capitaliste jusqu'à la dernière goutte de gasoil. On peut aussi s'attacher au pressentiment dont certaines pratiques sont l'expression : et ce pressentiment est sans aucun doute que nous allons dans le mur, qu'il faut impérativement arrêter la machine, que *mettre à l'arrêt cette société est la seule façon d'engager la nécessaire bifurcation*. Et que c'est à nous de le faire, là, maintenant, puisqu'aucune élection, aucune nouvelle politique, aucun changement du personnel gouvernemental n'y changera jamais rien.

1. Que le pouvoir réside désormais dans les infrastructures.
2. De la différence entre organiser et s'organiser.
3. Du blocage.
4. De l'enquête.

1. Occupation de la Kasbah à Tunis, de la place Syntagma à Athènes, siège de Westminster à Londres lors du mouvement étudiant de 2011, encerclement du parlement à Madrid le 25 septembre 2012 ou à Barcelone le 15 juin 2011, émeutes tout autour de la Chambre des députés à Rome le 14 décembre 2010, tentative le 15 octobre 2011 à Lisbonne d'envahir l'Assemblée da República, incendie du siège de la présidence bosniaque en février 2014 : les lieux du pouvoir institutionnel exercent sur les révolutionnaires une attraction magnétique. Mais lorsque les insurgés parviennent à investir les parlements, les palais présidentiels et autres sièges des institutions, comme en Ukraine, en Libye ou dans le Wisconsin, c'est pour découvrir des lieux vides, vides de pouvoir, et ameublés sans goût. Ce n'est pas pour empêcher le « peuple » de « prendre le pouvoir » qu'on lui défend si féroce de les envahir, mais pour l'empêcher de réaliser que le pouvoir *ne réside plus dans les institutions*. Il n'y a là que temples désertés, forteresses désaffectées, simples décors – mais véritables *leurres à révolutionnaires*. L'impulsion populaire d'envahir la scène pour découvrir ce qu'il se passe en coulisse a vocation à être déçue. Même les plus fervents complotistes, s'ils y avaient accès, n'y découvriraient aucun arcane ; la vérité, c'est que le pouvoir n'est tout simplement plus cette réalité théâtrale à quoi la modernité nous a accoutumés.

La vérité quant à la localisation effective du pouvoir n'est pourtant en rien cachée ; c'est seulement nous qui refusons de la voir tant cela viendrait doucher nos si confortables certitudes. Cette vérité, il suffit de se pencher sur les billets émis par l'Union européenne pour s'en aviser. Ni les marxistes ni les économistes néo-classiques n'ont jamais pu l'admettre, mais c'est un fait archéologiquement établi : la monnaie n'est pas un instrument économique, mais une réalité essentiellement *politique*. On n'a jamais vu de monnaie qu'adossée à un ordre politique à même de la garantir. C'est pourquoi, aussi, les devises des différents pays portent traditionnellement la figure personnelle des empereurs, des grands hommes d'état, des pères fondateurs ou les allégories en chair et en os de la nation. Or qu'est-ce qui figure sur les billets en euros ? Non pas des figures humaines, non pas des insignes d'une souveraineté personnelle, mais des ponts, des aqueducs, des arches – des architectures impersonnelles dont le cœur est vide. La vérité quant à la nature présente du pouvoir, chaque Européen en a un exemplaire imprimé dans sa poche. Elle se

formule ainsi : *le pouvoir réside désormais dans les infrastructures de ce monde*. Le pouvoir contemporain est de nature architecturale et impersonnelle, et non représentative et personnelle. Le pouvoir traditionnel était de nature représentative : le pape était la représentation du Christ sur Terre, le roi, de Dieu, le Président, du peuple, et le Secrétaire Général du Parti, du prolétariat. Toute cette politique personnelle est morte, et c'est pourquoi les quelques tribuns qui survivent à la surface du globe amusent plus qu'ils ne gouvernent. Le personnel politique est effectivement composé de clowns de plus ou moins grand talent ; d'où la réussite foudroyante du misérable Beppe Grillo en Italie ou du sinistre Dieudonné en France. à tout prendre, eux au moins savent vous *divertir*, c'est même leur métier. Aussi, reprocher aux politiciens de « ne pas nous représenter » ne fait qu'entretenir une nostalgie, en plus d'enfoncer une porte ouverte. Les politiciens ne sont pas là pour ça, ils sont là pour nous distraire, puisque le pouvoir est ailleurs. Et c'est cette intuition juste qui devient folle dans tous les conspirationnismes contemporains. Le pouvoir est bien ailleurs, ailleurs que dans les institutions, mais il n'est pas pour autant caché. Ou s'il l'est, il l'est comme la *Lettre volée* de Poe. Nul ne le voit parce que chacun l'a, à tout moment, sous les yeux – sous la forme d'une ligne haute tension, d'une autoroute, d'un sens giratoire, d'un supermarché ou d'un programme informatique. Et s'il est caché, c'est comme un réseau d'égouts, un câble sous-marin, de la fibre optique courant le long d'une ligne de train ou un *data center* en pleine forêt. Le pouvoir, c'est l'organisation même de ce monde, ce monde ingénié, configuré, *designé*. Là est le secret, *et c'est qu'il n'y en a pas*.

Le pouvoir est désormais immanent à la vie telle qu'elle est organisée technologiquement et mercantilement. Il a l'apparence neutre des équipements ou de la page blanche de Google. Qui détermine l'agencement de l'espace, qui gouverne les milieux et les ambiances, qui administre les choses, qui gère les accès – gouverne les hommes. Le pouvoir contemporain s'est fait l'héritier, d'un côté de la vieille science de la police, qui consiste à veiller « au bien-être et à la sécurité des citoyens », de l'autre de la science logistique des militaires, l'« art de mouvoir les armées » étant devenu art d'assurer la continuité des réseaux de communication, la mobilité stratégique. Tout à notre conception langagière de la chose publique, de la politique, nous avons continué à débattre tandis que les véritables décisions étaient exécutées *sous nos yeux*. C'est en structures d'acier que s'écrivent les lois contemporaines, et non avec des mots. Toute l'indignation des citoyens ne peut que venir heurter son front hébété contre le béton armé de ce monde. Le grand mérite de la lutte contre le TAV en Italie est d'avoir saisi avec tant de netteté tout ce qu'il se jouait de politique dans un simple chantier public. C'est, symétriquement, ce que ne peut admettre aucun politicien. Comme ce Bersani qui rétorquait un jour aux No TAV : « Après tout, il ne s'agit que d'une ligne de train, pas d'un bombardier. » « Un chantier vaut un bataillon », évaluait pourtant le maréchal Lyautey, qui n'avait pas son pareil pour « pacifier » les colonies. Si partout dans le monde, de la Roumanie au Brésil, se multiplient les luttes contre de grands projets d'équipement, c'est que cette intuition est elle-même en train de s'imposer.

Qui veut entreprendre quoi que ce soit contre le monde existant doit partir de là : la véritable structure du pouvoir, c'est l'organisation matérielle, technologique, physique de ce monde. *Le gouvernement n'est plus dans le gouvernement.* La « vacance du pouvoir » qui a duré plus d'un an en Belgique en atteste sans équivoque : le pays a pu se passer de gouvernement, de représentant élu, de parlement, de débat politique, d'enjeu électoral, sans que rien de son fonctionnement normal n'en soit affecté. Identiquement, l'Italie va depuis des années maintenant, de « gouvernement technique » en « gouvernement technique », et nul ne s'émeut que cette expression remonte au Manifeste-programme du Parti politique futuriste de 1918, qui incuba les premiers fascistes.

Le pouvoir, désormais, est l'ordre des choses même, et la police chargée de le défendre. Il n'est pas simple de penser un pouvoir qui consiste dans des infrastructures, dans les moyens de les faire fonctionner, de les contrôler et de les bâtir. Comment contester un ordre qui ne se formule pas, qui se construit pas à pas et sans phrase. Un ordre qui s'est incorporé aux objets mêmes de la vie quotidienne. Un ordre dont la constitution politique est sa constitution matérielle. Un ordre qui se donne moins dans les paroles du président que dans le silence du fonctionnement optimal. Du temps où le pouvoir se manifestait par édits, lois et règlements, il laissait prise à la critique. Mais on ne critique pas un mur, on le détruit ou on le tague. Un gouvernement qui *dispose* la vie par ses instruments et ses aménagements, dont les énoncés prennent la forme d'une rue bordée de plots et surplombée de caméras, n'appelle, le plus souvent, qu'une destruction elle-même sans phrases. S'attaquer au cadre de la vie quotidienne est de ce fait devenu sacrilège : c'est quelque chose comme violer sa constitution. Le recours indiscriminé à la casse dans les émeutes urbaines dit à la fois la conscience de cet état de choses, et une relative impuissance face à lui. L'ordre mutique et inquestionnable que matérialise l'existence d'un abribus ne gît malheureusement pas en morceaux une fois celui-ci fracassé. La théorie de la vitre brisée est encore debout quand on a brisé toutes les vitrines. Toutes les proclamations hypocrites sur le caractère sacré de l'« environnement », toute la sainte croisade pour sa défense, ne s'éclairent qu'à la lueur de cette nouveauté : *le pouvoir est lui même devenu environnemental*, il s'est fondu dans le décor. C'est lui que l'on appelle à défendre dans tous les appels of ciels à « préserver l'environnement », et non les petits poissons.

2. La vie quotidienne n'a pas toujours été *organisée*. Il a fallu pour cela, d'abord, démanteler la vie, en commençant par la ville. On a décomposé la vie et la ville en *fonctions*, selon les « besoins sociaux ». Le quartier de bureaux, le quartier d'usines, le quartier résidentiel, les espaces de détente, le quartier tendance où l'on se divertit, l'endroit où l'on bouffe, l'endroit où l'on bosse, l'endroit où l'on drague, et la bagnole ou le bus pour relier tout cela, sont le résultat d'un travail de mise en forme de la vie qui est le ravage de toute forme de vie. Il a été mené avec méthode, plus d'un siècle durant, par toute une caste d'*organiseurs*, toute une grise armada de managers. On a disséqué la vie et l'homme en un ensemble de besoins, puis on en a organisé la synthèse. Il importe peu que cette

synthèse ait pris le nom de « planification socialiste » ou de « marché ». Il importe peu que cela ait abouti à l'échec des villes nouvelles ou au succès des quartiers branchés. Le résultat est le même : désert et anémie existentielle. Il ne reste rien d'une forme de vie une fois qu'on l'a décomposée en organes. De là provient, à l'inverse, la joie palpable qui débordait des places occupées de la Puerta del Sol, de Tahrir, de Gezi ou l'attraction exercée, malgré les infernales boues du bocage nantais, par l'occupation des terres à Notre-Dame-des-Landes. De là la joie qui s'attache à toute *commune*. Soudain, la vie cesse d'être découpée en tronçons connectés. Dormir, se battre, manger, se soigner, faire la fête, conspirer, débattre, relèvent d'un seul mouvement vital. Tout n'est pas *organisé*, tout *s'organise*. La différence est notable. L'un appelle la gestion, l'autre l'attention – dispositions en tout point incompatibles.

Rapportant les soulèvements aymara du début des années 2000 en Bolivie, Raul Zibechi, un activiste uruguayen, écrit : « Dans ces mouvements, l'organisation n'est pas détachée de la vie quotidienne, c'est la vie quotidienne elle-même qui est déployée dans l'action insurrectionnelle. » Il constate que dans les quartiers d'El Alto, en 2003, « un éthos communal a remplacé l'ancien éthos syndical ». Voilà qui éclaire en quoi consiste la lutte contre le pouvoir infrastructurel. Qui dit infrastructure dit que la vie a été détachée de ses conditions. Que l'on a *mis des conditions* à la vie. Que celle-ci dépend de facteurs sur quoi elle n'a plus de prise. Qu'elle a perdu pied. Les infrastructures organisent une vie sans monde, suspendue, sacrificable, à la merci de qui les gère. Le nihilisme métropolitain n'est qu'une façon bravache de ne pas se l'avouer. à l'inverse, voilà qui éclaire ce qui se cherche dans les expérimentations en cours dans tant de quartiers et de villages du monde entier, et les écueils inévitables. Non un retour à la terre, mais un retour *sur* terre. Ce qui fait la force de frappe des insurrections, leur capacité à durablement ravager l'infrastructure de l'adversaire, c'est justement leur niveau d'auto-organisation de la vie commune. Que l'un des premiers réflexes d'Occupy Wall Street ait été d'aller bloquer le pont de Brooklyn ou que la Commune d'Oakland ait entrepris d'aller paralyser à plusieurs milliers le port de la ville lors de la grève générale du 12 décembre 2011 témoignent du lien intuitif entre auto-organisation et blocage. La fragilité de l'auto-organisation qui s'esquissait à peine dans ces occupations ne devait pas permettre de pousser ces tentatives plus loin. Inversement, les places Tahrir et Taksim sont des nœuds centraux de la circulation automobile du Caire et d'Istanbul. Bloquer ces flux, c'était ouvrir la situation. L'occupation était immédiatement blocage. D'où sa capacité à désarticuler le règne de la normalité dans une métropole tout entière. à un tout autre niveau, il est difficile de ne pas faire le lien entre le fait que les zapatistes se proposent à présent de lier entre elles 29 luttes de défense contre des projets de mines, de routes, de centrales électriques, de barrages impliquant différents peuples indigènes de tout le Mexique, et qu'ils aient eux-mêmes passé les dix dernières années à se doter de tous les moyens possibles de leur autonomie par rapport aux pouvoirs fédéraux comme économiques.

3. Une affiche du mouvement contre le CPE en 2006, en France, disait « C'est par les flux que ce monde se maintient. Bloquons tout ! ». Ce mot d'ordre porté, à l'époque, par une minorité d'un mouvement lui-même minoritaire, même s'il fut « victorieux », a depuis lors connu une fortune notable. En 2009, le mouvement contre la « pwofitasyon » qui a paralysé toute la Guadeloupe l'a appliqué en grand. Puis on a vu la pratique du blocage, lors du mouvement français contre la réforme des retraites à l'automne 2010, devenir la pratique de lutte élémentaire, s'appliquant pareillement à un dépôt de carburant, un centre commercial, une gare ou un site de production. Voilà qui révèle un certain état du monde.

Que le mouvement français contre la réforme des retraites ait eu pour cœur le blocage des raffineries n'est pas un fait politiquement négligeable. Les raffineries furent dès la fin des années 1970 l'avant-garde de ce que l'on appelait alors les « industries de process », les industries « de flux ». On peut dire que le fonctionnement de la raffinerie a servi de modèle à la restructuration de la plupart des usines depuis lors. Au reste, il ne faut plus parler d'usines, mais de *sites*, de sites de production. La différence entre l'usine et le site, c'est qu'une usine est une concentration d'ouvriers, de savoir-faire, de matières premières, de stocks ; un site n'est qu'un nœud sur une carte de flux productifs. Leur seul trait commun étant que ce qui sort de l'une comme de l'autre a subi, au regard de ce qui y est entré, une certaine transformation. La raffinerie est le lieu où s'est renversé en premier le rapport entre travail et production. L'ouvrier, ou plutôt l'opérateur, n'y a pas même pour tâche l'entretien et la réparation des machines, qui sont généralement confiés à des intérimaires, mais simplement de déployer une certaine vigilance autour d'un processus de production totalement automatisé. C'est un voyant qui s'allume et qui ne le devrait pas. C'est un glouglou anormal dans une canalisation. C'est une fumée qui s'échappe bizarrement, ou qui n'a pas l'allure qu'il faudrait. L'ouvrier de raffinerie est une sorte de vigile des machines, une figure désœuvrée de la concentration nerveuse. Et il en va ainsi, en tendance, de bon nombre des secteurs de l'industrie en Occident désormais. L'ouvrier classique s'assimilait glorieusement au Producteur : *ici le rapport entre travail et production est tout simplement inversé*. Il n'y a de travail que lorsque la production s'arrête, lorsqu'un dysfonctionnement l'entrave et qu'il faut y remédier. Les marxistes peuvent se rhabiller : le processus de valorisation de la marchandise, de l'extraction à la pompe, coïncide avec le processus de circulation, qui lui-même coïncide avec le processus de production, qui dépend d'ailleurs en temps réel des fluctuations finales du marché. Dire que la valeur de la marchandise cristallise le temps de travail de l'ouvrier fut une opération politique aussi fructueuse que fallacieuse. Dans une raffinerie comme dans toute usine parfaitement automatisée, c'est devenu une marque d'ironie blessante. Donnez encore dix ans à la Chine, dix ans de grèves et de revendications ouvrières, et il en ira de même. On ne tiendra évidemment pas pour négligeable le fait que les ouvriers des raffineries soient de longtemps parmi les mieux payés de l'industrie, et que ce soit dans ce secteur que fut d'abord expérimenté, en France tout au moins, ce que l'on appelle par euphémisme la « fluidification des rapports sociaux », notamment syndicaux.

Lors du mouvement contre la réforme des retraites, la plupart des dépôts de carburant de France ont été bloqués non par leurs quelques ouvriers, mais par des professeurs, des étudiants, des chauffeurs, des cheminots, des postiers, des chômeurs, des lycéens. Cela ne tient pas à ce que ces ouvriers n'en avaient pas le droit. C'est seulement que dans un monde où l'organisation de la production est décentralisée, circulante et largement automatisée, où chaque machine n'est plus qu'un maillon dans un système intégré de machines qui la subsume, où ce système-monde de machines, de machines qui produisent des machines, tend à s'unifier cybernétiquement, chaque flux particulier est un moment de la reproduction d'ensemble de la société du capital. Il n'y a plus de « sphère de la reproduction », de la force de travail ou des rapports sociaux, qui serait distincte de la « sphère de la production ». Cette dernière n'est d'ailleurs plus une sphère, mais plutôt la trame du monde et de tous les rapports. Attaquer physiquement ces flux, en n'importe quel point, c'est donc attaquer politiquement le système dans sa totalité. Si le sujet de la grève était la classe ouvrière, celui du blocage est parfaitement quelconque. C'est n'importe qui, n'importe qui décide de bloquer – et prend ainsi parti contre la présente organisation du monde. C'est souvent au moment où elles atteignent leur degré de sophistication maximal que les civilisations s'effondrent. Chaque chaîne de production s'allonge jusqu'à un tel niveau de spécialisation pour un tel nombre d'intermédiaires qu'il suffit qu'un seul disparaisse et l'ensemble de la chaîne s'en trouve paralysée, voire détruite. Les usines Honda au Japon ont connu il y a trois ans les plus longues périodes de chômage technique depuis les années 1960, simplement parce que le fournisseur d'une puce particulière avait disparu dans le tremblement de terre de mars 2011, et que nul autre n'était susceptible de la produire.

Dans cette manie de tout bloquer qui accompagne désormais chaque mouvement d'ampleur, il faut lire un retournement net du rapport au temps. Nous regardons l'avenir comme l'Ange de l'Histoire de Walter Benjamin regardait le passé. « Là où nous apparaît une chaîne d'événements, il ne voit, lui, qu'une seule et unique catastrophe, qui sans cesse amoncelle ruines sur ruines et les précipite à ses pieds. » Le temps qui passe n'est plus perçu que comme une lente progression vers une fin probablement épouvantable. Chaque décennie à venir est appréhendée comme un pas de plus vers le chaos climatique dont chacun a bien compris qu'il était la vérité du mièvre « réchauffement climatique ». Les métaux lourds continueront, chaque jour, de s'accumuler dans la chaîne alimentaire, comme s'accumulent les nucléides radioactifs et tant d'autres polluants invisibles mais fatals. Aussi faut-il voir chaque tentative de bloquer le système global, chaque mouvement, chaque révolte, chaque soulèvement, comme une tentative verticale d'*arrêter le temps*, et de bifurquer dans une direction moins fatale.

4. Ce n'est pas la faiblesse des luttes qui explique l'évanouissement de toute perspective révolutionnaire ; c'est l'absence de perspective révolutionnaire crédible qui explique la faiblesse des luttes. Obsédés que nous sommes par une idée politique de la révolution, nous avons négligé sa dimension technique. *Une perspective révolutionnaire ne porte plus*

sur la réorganisation institutionnelle de la société, mais sur la configuration technique des mondes. En tant que telle, c'est une ligne tracée dans le présent, non une image flottant dans l'avenir. Si nous voulons recouvrer une perspective, il nous faudra coupler le constat diffus que ce monde ne peut plus durer avec le désir d'en bâtir un meilleur. Car si ce monde se maintient, c'est d'abord par la dépendance matérielle où chacun est, pour sa simple survie, vis-à-vis du bon fonctionnement général de la machine sociale. Il nous faut disposer d'une connaissance technique approfondie de l'organisation de ce monde ; une connaissance qui permette à la fois de mettre hors d'usage les structures dominantes et de nous réserver le temps nécessaire à l'organisation d'un décrochage matériel et politique par rapport au cours général de la catastrophe, décrochage qui ne soit pas hanté par le spectre de la pénurie, par l'urgence de la survie. Pour dire cela platement : tant que nous ne saurons pas comment nous passer des centrales nucléaires et que les démanteler sera un business pour ceux qui les veulent éternelles, aspirer à l'abolition de l'état continuera de faire sourire ; tant que la perspective d'un soulèvement populaire signifiera pénurie certaine de soins, de nourriture ou d'énergie, il n'y aura pas de mouvement de masse décidé. En d'autres termes : il nous faut reprendre un travail méticuleux d'enquête. Il nous faut aller à la rencontre, dans tous les secteurs, sur tous les territoires où nous habitons, de ceux qui disposent des savoirs techniques stratégiques. C'est seulement à partir de là que des mouvements oseront véritablement « tout bloquer ». C'est seulement à partir de là que se libérera la passion de l'expérimentation d'une autre vie, passion technique dans une large mesure qui est comme le retournement de la mise sous dépendance technologique de tous. Ce processus d'accumulation de savoir, d'établissement de complicités en tous domaines, est la condition d'un retour sérieux et massif de la question révolutionnaire.

« Le mouvement ouvrier n'a pas été vaincu par le capitalisme, mais par la démocratie », disait Mario Tronti. Il a aussi été vaincu pour n'avoir pas réussi à s'approprier l'essentiel de la puissance ouvrière. Ce qui fait l'ouvrier, ce n'est pas son exploitation par un patron, qu'il partage avec n'importe quel autre salarié. Ce qui fait positivement l'ouvrier, c'est sa maîtrise technique, incarnée, d'un monde de production particulier. Il y a là une inclination à la fois savante et populaire, une connaissance passionnée qui faisait la richesse propre du monde ouvrier avant que le capital, s'avisant du danger contenu là et non sans avoir préalablement sucé toute cette connaissance, ne décide de faire des ouvriers des opérateurs, des surveillants et des agents d'entretien des machines. Mais même là, la puissance ouvrière demeure : qui sait faire fonctionner un système sait aussi le saboter efficacement. Or nul ne peut individuellement maîtriser l'ensemble des techniques qui permettent au système actuel de se reproduire. Cela, seule une force collective le peut. Construire une force révolutionnaire, aujourd'hui, c'est justement cela : articuler tous les mondes et toutes les techniques révolutionnairement nécessaires, agréger toute l'intelligence technique en une force historique et non en un système de gouvernement.

L'échec du mouvement français de lutte contre la réforme des retraites de l'automne 2010 nous en aura administré l'âpre leçon : si la CGT a eu la haute main sur toute la lutte, c'est

en vertu de notre insuffisance *sur ce plan-là*. Il lui aura suffi de faire du blocage des raffineries, secteur où elle est hégémonique, le centre de gravité du mouvement. Il lui était par la suite loisible à tout moment de siffler la fin de partie, en rouvrant les vannes des raffineries et en desserrant ainsi toute pression sur le pays. Ce qui alors a manqué au mouvement, c'est justement une connaissance minimale du fonctionnement matériel de ce monde, connaissance qui se trouve dispersée entre les mains des ouvriers, concentrée dans le crâne d'œuf de quelques ingénieurs et certainement mise en commun, du côté adverse, dans quelque obscure instance militaire. Si l'on avait su briser l'approvisionnement en lacrymogènes de la police, ou si l'on avait su interrompre une journée la propagande télévisuelle, si l'on avait su priver les autorités d'électricité, on peut être sûr que les choses n'auraient pas ni si piteusement. Il faut au reste considérer que la principale défaite *politique* du mouvement aura été d'abandonner à l'état, sous la forme de réquisitions préfectorales, la prérogative stratégique de déterminer *qui* aurait de l'essence et *qui* en serait privé.

« Si aujourd'hui vous voulez vous débarrasser de quelqu'un, il faut vous en prendre à ses infrastructures », écrit fort justement un universitaire américain. Depuis la Seconde Guerre mondiale, l'armée de l'air américaine n'a cessé de développer l'idée de « guerre infrastructurelle », voyant dans les équipements civils les plus banals les meilleures cibles pour mettre à genoux ses adversaires. Cela explique d'ailleurs que les infrastructures stratégiques de ce monde soient entourées d'un secret grandissant. Pour une force révolutionnaire, il n'y a pas de sens à savoir bloquer l'infrastructure de l'adversaire si elle ne sait pas la faire fonctionner, le cas échéant, à son profit. Savoir détruire le système technologique suppose d'expérimenter et de mettre en œuvre dans le même temps les techniques qui le rendent superflu. Revenir sur terre, c'est, pour commencer, ne plus vivre dans l'ignorance des conditions de notre existence.

C - Entretien réalisé par Quentin Hardy et Pierre de Jouvancourt, avec Dominique Pinsolle, historien à l'Université Bordeaux Montaigne, co-directeur avec Nicolas Patin du livre *Déstabiliser l'État en s'attaquant aux flux. Des révoltes antifiscales au sabotage, XVIIIe-XXe siècles*, Nancy, Arbre bleu éditions, 2020.

Q : Depuis une quinzaine d'années, on observe un retour de l'imaginaire et des pratiques du sabotage. Vous rappelez pourtant qu'au début du XXe siècle, au moment de l'instauration des grands réseaux techniques, le syndicalisme révolutionnaire promeut le sabotage et met au cœur de son action l'interruption des fils télégraphiques, des réseaux électriques et des chemins de fer. Un siècle plus tard, est-ce si nouveau de souligner que le pouvoir repose sur des flux vulnérables et de parier sur le blocage des infrastructures ?

A première vue, il n'y a pas grand-chose de nouveau : si on lit, par exemple, le livre *Comment nous ferons la révolution*, écrit par les syndicalistes révolutionnaires Émile Pataud et Émile Pouget en 1909, il est déjà question de blocage général de l'économie, en ciblant particulièrement les flux essentiels aux pays : chemins de fer, télécommunications, gaz, électricité ... Mais si on examine dans le détail la manière dont cette idée a été remise au goût du jour depuis une quinzaine d'années, les différences avec la CGT de la Belle Époque sautent aux yeux : alors que le sabotage des réseaux et des infrastructures était étroitement lié à un mouvement de masse dans la théorie de la grève générale à la fin des années 1900, le blocage tel qu'il a été défendu par le « Comité invisible » ou même une partie des Gilets Jaunes reposait plutôt sur l'idée qu'il suffirait de concentrer les efforts sur certains points névralgiques et stratégiques du système économique pour le paralyser, sans véritablement se préoccuper de construire un mouvement de grève massif parmi les travailleurs en partant des lieux de production.

Autrement dit, le blocage tel qu'il était conçu au début du XXe siècle (sans être d'ailleurs désigné par ce terme) était à la fois technique et productif, dans la mesure où l'acte de grève produit lui-même un blocage, à partir du moment où il atteint un certain seuil. Dans les années 2010, le blocage a quelque peu perdu sa dimension productive pour ne revêtir qu'une dimension technique ou logistique, ce qui a d'ailleurs probablement contribué à limiter sa portée. Aujourd'hui, les choses semblent avoir changé avec le mouvement contre la réforme des retraites : en appelant à l'arrêt total des activités le 7 mars, l'intersyndicale renoue avec une certaine conception du blocage de l'économie, qui ressemble par certains aspects à une idée ancienne de la grève générale, car l'interruption des flux est avant tout pensée à partir de la cessation du travail, et non uniquement par des actions sur les infrastructures ou les axes de circulation.

Q : Vous définissez l'État comme « autorité cherchant à maîtriser les flux ». Qu'apporte une telle définition du pouvoir et quel est son champ d'application historique ?

L'idée est ancienne, et s'avère en réalité consubstantielle à l'exercice de toute autorité étatique. Le bon gouvernement, ce qu'on a longtemps appelé la « police », passe forcément par la maîtrise de certains flux, à commencer par celui des denrées alimentaires pour garantir le ravitaillement des populations. Mais gouverner, c'est aussi contrôler l'émission et la circulation monétaire, encadrer les déplacements de personnes et de marchandises, surveiller les informations et les rumeurs qui se répandent d'autant plus vite que les moyens de communication sont nombreux, etc.

En prenant en compte cette dimension du pouvoir, on se rend compte que l'État n'est pas seulement là où il a l'air d'être, à savoir dans les institutions et leurs lieux (l'Élysée, l'Assemblée nationale, Bercy, etc.). Et que pour renverser ce pouvoir, rien ne sert de se concentrer uniquement sur ces lieux. Les bolcheviques l'ont compris dès octobre 1917, lorsqu'ils concentrent leurs attaques sur les infrastructures stratégiques de Petrograd (centrales téléphoniques et télégraphiques, stations électriques, gares, bureaux de poste, ponts...) avant la prise d'assaut du Palais d'Hiver, siège du gouvernement. C'est une nouvelle « technique du coup d'État », pour reprendre le titre du livre publié par l'écrivain italien Curzio Malaparte en 1931.

On voit bien en quoi la manière dont on conçoit le pouvoir influe sur la façon de le subvertir. Il n'est pas étonnant qu'avec la multiplication des réseaux de transport et de télécommunication, l'intensification des flux liés à la mondialisation et l'omniprésence d'internet, l'idée que le pouvoir passe d'abord par les réseaux et la logistique se soit largement répandue. Peut-être de manière excessive : la mobilisation actuelle contre les retraites a le mérite de rappeler que la production de valeur, donc le cœur de l'économie, réside d'abord dans le travail, et non dans les flux en tant que tels.

Q : La stratégie du syndicalisme d'action directe conférait aux ouvriers un pouvoir sans équivalent du fait de leur rôle central dans le processus de production et culminait dans la

grève générale dont le principe est formulée à partir de 1868. Désormais, les tactiques de luttes bloquant la circulation sont ouvertes à tous et à toutes et n'ont pas de lien intrinsèque avec la sphère de la production. En quoi l'idée contemporaine d'interruption des flux est-elle l'héritière du concept de sabotage né à la fin du XIXe siècle ?

Depuis le mouvement contre la loi Travail en 2016, le slogan « Grève, blocage, sabotage » a gagné en popularité dans certaines franges des mouvements sociaux. D'un côté, il y a un lien évident entre la manière dont le sabotage était théorisé et pratiqué à la « Belle Époque », et la manière dont on en parle aujourd'hui. Dans les deux cas, les partisans du sabotage considèrent qu'il s'agit d'une tactique permettant de dépasser les limites de la grève classique, dont l'efficacité est très discutée au tournant du XXe siècle.

Saboter, c'est permettre à l'ouvrier d'agir sans s'exposer à la perte de revenu et à la répression. C'est aussi s'assurer que des briseurs de grève ne pourront pas utiliser le matériel et les machines quand on aura cessé le travail. C'est une technique ingénieuse, qui peut prendre mille formes (à commencer par le simple ralentissement du travail, sans aucune dégradation ni destruction), et qui semble imparable car insaisissable. On retrouve ces idées aujourd'hui dans certains discours militants, qui appellent à des actions « énergiques » et inventives, et à sortir de la routine des journées de grève interprofessionnelles et des sages manifestations décidées en haut.

Cela dit, d'un autre côté, le sabotage n'occupe plus du tout aujourd'hui la place qui était la sienne à la grande époque du syndicalisme révolutionnaire. L'horizon demeurait, dans la deuxième moitié des années 1900, la grève générale expropriatrice, et le sabotage était une tactique d'appoint dans une stratégie révolutionnaire beaucoup plus large. Au fur et à mesure que les mouvements sociaux ont connu des échecs après la mobilisation contre le CPE en 2006, l'idée du sabotage associée à celle du blocage s'est, d'une certaine manière, autonomisée, comme si elle pouvait pallier l'incapacité des syndicats à tenir tête à des

gouvernements de plus en plus indifférents à la rue. L'impact actuel des appels à la grève dans des secteurs que l'on croyait définitivement démobilisés change la donne : car en s'articulant avec les techniques de subversion mises en œuvre ces dernières années, particulièrement pendant le mouvement des Gilets jaunes, il peut donner une nouvelle ampleur au blocage de l'économie, même si peu nombreux sont ceux qui imaginent aujourd'hui abolir l'État et le capitalisme dans la foulée, comme cela pouvait être encore le cas avant la Première Guerre mondiale.

Q : Vous rappelez la maigreur des résultats obtenus par le sabotage ouvrier au début du XXe siècle. Comment expliquez-vous ce fait alors que la culture anarcho-syndicale était alors bien implantée dans plusieurs secteurs stratégiques et que la menace semblait alors inquiéter gouvernants et patrons ? Vous parlez même d'un risque alors largement fantasmé ...

On ne peut que constater l'écart considérable entre les espoirs suscités par le sabotage ouvrier (véritable panacée pour certains) avant 1914 et le caractère extrêmement ponctuel de son impact (créant une certaine panique pendant la grève des Postes de 1909 et des cheminots de 1910 par exemple en France). Pour autant, la capacité des travailleurs et des travailleuses à interrompre les flux essentiels à l'économie, notamment par l'arrêt de la production et de l'acheminement du charbon, a indéniablement joué un rôle dans la conquête de nouveaux droits par la classe ouvrière en Europe dès la fin du XIXe siècle (lois sociales, droits syndicaux, droit de grève, etc.) C'est notamment la thèse défendue par l'historien britannique Timothy Mitchell dans *Carbon Democracy. Le pouvoir politique à l'ère du pétrole* (La Découverte, 2013).

Si la paralysie du système tant attendue par certain·es militant·es n'a jamais eu lieu, ce n'est pas une raison suffisante pour balayer d'un revers de main l'efficacité du sabotage et considérer qu'il s'agit d'une méthode un peu primitive vouée à l'échec. Tout dépend de la

manière dont la tactique est articulée avec la stratégie d'ensemble. Seul, le sabotage ne mène pas à grand-chose. Associé à d'autres moyens de lutte, et à une mobilisation massive de travailleurs, il ouvre d'autres perspectives.

Q : Il a quelques semaines, la CGT Bouches-du-Rhône (énergie, dockers, pétrochimie) a avancé l'idée que « bloquer l'économie » était la seule arme capable de créer un rapport de force avec les gouvernants. Aujourd'hui, les huit principaux syndicats se disent prêts à « mettre le pays à l'arrêt le 7 mars ». Faut-il y voir le retour d'une tradition anarcho-syndicale éclipsée depuis les années 1920 ou sommes-nous plutôt dans un registre rhétorique de confédérations qui cherchent à ne pas être dépassées par leur base ?

Nous n'assistons pas au retour d'Émile Pouget et de la CGT d'action directe d'avant 1909 ! On peut cependant interpréter cet appel comme une forme de synthèse entre, d'un côté, une tradition lointainement héritée de la doctrine de la grève générale, et, d'un autre, des méthodes d'action plus récentes souvent désignées par le terme « blocage », qui attirent en effet davantage des collectifs en décalage par rapport aux directions confédérales. C'est là que réside l'originalité de cet appel pour le 7 mars : on ne veut ni reproduire l'échec des grandes journées interprofessionnelles de 2010, ni tomber dans l'appel à des minorités agissantes censées remplacer la mise en mouvement des masses de travailleurs. L'inconnue réside dans la suite du 7 mars : la grève reconductible, déjà préparée dans certains secteurs, prendra-t-elle ? Dès le début du XXe siècle, certains politiques et commentateurs qualifient les grèves dans le secteur ferroviaire d'« attentat contre la société ». Présenter le blocage comme quelque chose de monstrueux est donc une rhétorique très ancienne. Avec la seconde guerre mondiale, la signification du sabotage change : Churchill crée en 1940 un service secret spécialisé dans la « destruction » dont la mission est de « mettre le feu à l'Europe », tandis que les services gaullistes créent une section « Action » chargée de mener des actions de sabotage en France. Au sein de la France Libre, quelques personnalités de gauche invitent même les ouvriers à renouer avec

la tradition du sabotage afin d'affaiblir l'appareil industriel servant l'occupant. Pouvez-vous revenir sur cette oscillation entre un sabotage perçu comme destructeur ou libérateur selon la conjoncture ?

L'ambiguïté du sabotage réside dans l'élasticité de sa définition. Il n'existe en réalité aucune définition précise du sabotage, d'un point de vue historique. Le terme a toujours oscillé entre deux pôles : du côté militant, il s'agit d'une tactique légitime, tandis que du côté des autorités et du patronat, il s'agit d'une méthode barbare qui ne se distingue pas forcément du terrorisme. Cet antagonisme de points de vue est d'autant plus compréhensible que le terme recouvre des pratiques extrêmement diverses, allant des plus inoffensives (le ralentissement du travail, ou encore le « sabotage de la bouche ouverte », consistant à dévoiler au public les pratiques frauduleuses du patronat), jusqu'aux plus destructrices (même si la littérature syndicaliste insiste sur l'absolue nécessité de ne jamais mettre en danger quiconque).

La définition qui prend le dessus dépend, au final, du rapport de force politique et social. Et concernant le sabotage, c'est l'État qui a très rapidement pris le dessus, notamment parce que cette pratique a été associée à des manœuvres antipatriotiques pilotées depuis l'étranger dès la Première Guerre mondiale, aux États-Unis particulièrement (le thème du « sabotage allemand » est central dans la répression qui s'abat sur les militants de l'Industrial Workers of the World en 1918 par exemple).

Depuis l'entre-deux-guerres, ce mode d'action, devenu trop sulfureux, a été marginalisé et plus aucune grande organisation syndicale ne s'en réclame, même s'il y a eu une résurgence de la tactique pendant la Résistance, qui est restée dans les mémoires françaises comme un exemple de « bon » sabotage (tout comme Albert Leo Schlageter, grand saboteur contre l'occupation française de la Ruhr en 1923, est devenu un héros

national allemand dans les années 1930, avant que les nazis ne considèrent les saboteurs résistants français comme des « terroristes » pendant l'Occupation).

Contrairement à un siècle plus tôt où l'objectif de conquête du pouvoir d'État était hégémonique, une sensibilité croissante du mouvement écologiste contemporain cherche plutôt les moyens pour entraver ou démanteler la société industrielle. Pour le dire en une image, l'enjeu n'est pas de prendre le palais d'hiver, mais de saboter des pipelines. Cette orientation tactique a-t-elle des précédents historiques qui pourraient constituer des points d'appuis pour les luttes à venir ?

S'en prendre aux infrastructures techniques du capitalisme n'est pas nouveau, on l'a vu. Ce qui change avec le sabotage écologiste, ou tel qu'il est prôné par Andreas Malm par exemple, c'est sa finalité. L'enjeu n'est plus de réaffirmer la souveraineté du travailleur sur la machine, et de préparer la prise de contrôle des moyens de production par la classe ouvrière (ce qui nécessite de ne pas détruire les machines, mais simplement de les rendre temporairement inutilisables). L'objectif est d'entraver matériellement le fonctionnement du capitalisme dans l'espoir d'arrêter cette course folle qui nous mène à l'abîme. Ces deux conceptions ne sont pas forcément incompatibles, et font même l'objet d'articulations fines aujourd'hui, par exemple du côté de certains militants syndicaux travaillant dans des industries polluantes (pétrole, chimie, etc.). Avec comme toile de fond l'idée que la transition écologique ne pourra passer que par un contrôle ouvrier de la production.

Q : Le chercheur américain Joshua Clover a souligné le fait que les luttes de la circulation sont récemment devenues nationalistes, avec l'attaque contre le Capitole et le « Convoi de la Liberté ». N'y-a-t-il pas un risque à fétichiser n'importe quel moyen de déstabilisation de l'État et croire qu'il est intrinsèquement libérateur ? Les mouvements sociaux du passé apportent-ils des ressources et des antidotes à la capture de certaines tactiques par des adversaires politiques ?

Aucun moyen d'action n'est libérateur par essence. C'est le sens donné à son utilisation qui peut l'être. Et malheureusement, l'histoire ne fournit aucun mode d'emploi pour empêcher la récupération de telle ou telle tactique, qu'il serait absurde d'abandonner sous prétexte que des adversaires l'utilisent. Après tout, toutes les forces politiques ont eu recours un jour à la manifestation : est-ce une raison pour mettre en doute sa légitimité ? »
(<https://www.terrestres.org/2023/03/01/bloquer-leconomie-et-interrompre-les-flux-une-nouvelle-boussole-politique>)

D - « La question du blocage des raffineries a occupé, à partir de la mi-octobre, tous les esprits. Les médias et les politiques ont braqué leurs projecteurs sur la pénurie d'essence, sur la “*galère des automobilistes*” et le bras de fer entre les bloqueurs et les forces de l'ordre. Dans toutes les AG (syndicales ou non), les débats n'ont tourné plus que presque exclusivement autour de “*comment aider les travailleurs des raffineries ?*”, “*comment exprimer notre solidarité ?*”, “*que pouvons-nous bloquer à notre tour ?*”... Et dans les faits, quelques dizaines de travailleurs de tous secteurs, de chômeurs, de précaires, de retraités se sont effectivement rendus chaque jour devant les portes des 12 raffineries paralysées, pour “*faire nombre*” face aux CRS, apporter des paniers-repas aux grévistes, un peu d'argent et de chaleur morale. Cet élan de solidarité est un élément important, il révèle une nouvelle fois la nature profonde de la classe ouvrière.

Néanmoins, malgré la détermination et les bonnes intentions des grévistes et de leurs soutiens, de façon plus générale, ces blocages ont participé non au développement du mouvement de lutte mais à sa décrue. Pourquoi ?

Ces blocages ont été initiés et contrôlés entièrement, de bout en bout, par la CGT (principal syndicat français). Il n'y a pratiquement eu aucune AG permettant aux travailleurs des raffineries de discuter collectivement. Et quand une assemblée avait tout de même lieu, elle n'était pas ouverte aux autres travailleurs ; ces “étrangers” venus participer aux piquets n'étaient pas invités à venir discuter et encore moins participer aux décisions. L'entrée leur était même interdite ! La CGT voulait bien de la solidarité... platonique... point barre ! En fait, sous couvert d'une action “*forte et radicale*”, la CGT a organisé l'isolement des travailleurs très combatifs de ce secteur de la raffinerie. Les piquets sont d'ailleurs restés “fixes” et non pas “volants” : il aurait été pourtant bien plus efficace pour entraîner un maximum de travailleurs dans la lutte d'organiser des “piquets volants”, allant d'entreprises en entreprises, pour créer des débats, des AG spontanées... C'est exactement de ce genre d'extension que les syndicats ne voulaient pas ! “*La recherche de l'extension et de la solidarité doit animer toutes méthodes de lutte*”. Tel était justement le titre de l'article écrit en 2008 que nous republions ci-dessous.

La recherche de l'extension et de la solidarité doit animer toutes les méthodes de lutte - A l'automne 2007 au plus fort du mouvement contre la loi LRU1, 36 universités ont été « *perturbées* » (pour reprendre la terminologie journalistique) par des barrages filtrants, des blocages ou des occupations. Ces méthodes ont bien souvent suscité de longs débats passionnés au sein des assemblées générales (AG). Laissons de côté tous ces collectifs anti-blocages qui, aux noms de la sacro-sainte « *liberté individuelle* » et du « *droit d'étudier* », soutenaient en réalité les « *réformes nécessaires* » du gouvernement. Beaucoup plus intéressantes furent les discussions entre ces étudiants qui, refusant de recevoir des coups sans combattre, se sont demandés collectivement comment il fallait lutter : Bloquer la fac ? Totalemment ? Par un barrage filtrant ? Devons-nous aussi occuper les locaux ?

Toutes ces questions ne concernent pas seulement les jeunes et les étudiants. Au fil du développement des luttes, des questions similaires se poseront peu à peu à toute la classe ouvrière : comment mener la grève ? Faut-il établir un piquet ? Sous quelle forme ? Faut-il occuper l'usine ? Cet article n'a pas la prétention de répondre à toutes ces questions par une recette magique prête à l'emploi et valable en toutes circonstances car à chaque nouvelle lutte, ses conditions particulières et ses choix ! Simplement, en se penchant sur quelques expériences de blocages et d'occupations, il est possible de percevoir à quel point la volonté d'étendre la grève est absolument vitale et, *a contrario*, comment l'isolement est toujours un piège mortel.

L'unité et la solidarité au cœur de la préoccupation des étudiants - Lors du mouvement contre le CPE, au printemps 2006, la question du blocage était déjà omniprésente. En fait, ce type de mouvement ne peut pas réellement exister sans une certaine « *perturbation* » du bon fonctionnement des universités. Qui remarquerait l'absence -même massive - des étudiants à leurs cours ? Qui se soucierait de voir les amphithéâtres vides ? Peut-être même pas les maîtres de conférence !

Mais au-delà de cette simple nécessité, en 2006 comme en 2007, en bloquant les facs, certains étudiants exprimèrent surtout un profond sentiment de solidarité et un besoin d'unité. « *Nous ne bloquons pas l'université pour nous faire plaisir ou par désintérêt pour nos cours ! **La grève est le meilleur moyen pour nous faire entendre.** En faisant grève, on casse la logique routinière du travail et on prend le temps de s'organiser démocratiquement tous ensemble. Mais pour que la grève ne reste pas un acte isolé et le fait d'une minorité de personne, le blocage est aussi important. C'est lui qui permet à tout le monde de ne pas aller en cours et donc de dégager du temps libre pour commencer à mener une activité pour la mobilisation. En plus, le blocage permet aux étudiants qui le souhaitent de se libérer de la pression des cours ou des examens pour pouvoir participer activement au mouvement sans être pénalisés. **Le blocage, c'est le moyen démocratique qui permet à tout le monde de se mobiliser !** » (Lu sur le blog : https://antilru.canalblog.com/archives/le_blocage/index.html). Arrêter les cours a permis, par exemple, aux boursiers d'aller aux AG et aux manifestations sans craindre la suppression de leurs ressources pour « absence », ce qu'exprime consciemment encore un étudiant aux journalistes de *Libération* le 12 novembre 2007 : « *S'il n'y a pas de blocage, il n'y a pas de mouvement. Les étudiants boursiers n'iront pas manifester sinon.* » Nous sommes ici à mille lieues des accusations odieuses lancées par ces respectables présidents d'universités, et relayées par tous les médias, qualifiant les étudiants en lutte de « *Khmers rouges* » et de « *délinquants* ». La bourgeoisie peut bien cracher tout son venin, derrière les actions de blocage, il n'y avait nullement une volonté d'imposer la position minoritaire de quelques excités par la force (la force physique était d'ailleurs plutôt du côté des*

présidents, comme en témoigne le nombre de blessés suite aux interventions des CRS) et d'enfermer les étudiants dans « leurs » facs. Au contraire, elles traduisaient une volonté d'action consciente et collective vers l'élargissement de la lutte s'exprimant dans la volonté d'un débat le plus large et vivant possible. Ainsi, bien plus que les blocages en soi, cet état d'esprit qui les animait a conféré au mouvement contre le CPE en particulier, toute sa vitalité et sa force. Comme nous l'écrivions déjà en mai 2006 dans nos *Thèses sur le mouvement des étudiants* : « *La grève des universités a commencé par des blocages. Les blocages étaient un moyen que se sont donnés les étudiants les plus conscients et combatifs pour manifester leur détermination et surtout pour entraîner un maximum de leurs camarades vers les assemblées générales où une proportion considérable de ceux qui n'avaient pas compris la signification des attaques du gouvernement ou la nécessité de les combattre ont été convaincus par le débat et les arguments* ».

La volonté d'étendre la lutte est un élément vital pour la classe ouvrière - La force de la classe ouvrière se révèle au grand jour quand elle développe un profond sentiment d'unité et de solidarité. C'est pourquoi toute méthode de lutte doit être animée d'une claire volonté d'étendre la grève. En suivant cette voie, les ouvriers du grand complexe de tissage et de filage Mahalla al-Kubra's Misr, situé au nord du Caire en Egypte, sont parvenus à mener, en 2006 et 2007, une longue lutte finalement victorieuse. Un épisode de ce mouvement éclaire particulièrement la façon dont ces ouvriers ont occupé leur usine pour se protéger de la répression féroce de l'Etat égyptien. Le 7 décembre 2006, pour protester contre le non-versement de primes promises, *3000 ouvrières quittent leur poste de travail et se dirigent vers les sections où leurs collègues masculins n'ont pas encore arrêté les machines. Les ouvrières s'écrient en chantant : « Où sont les hommes ? Voici les femmes ! »* Peu à peu, *10 000 ouvriers se retrouvent rassemblés sur le Mahalla's Tal'at Harb Square, la place située devant l'entrée de l'usine. La réponse de la bourgeoisie égyptienne ne se fait pas attendre : la police anti-émeutes se déploie rapidement autour de l'usine et dans la ville. Face à cette menace de répression, quelques dizaines de grévistes choisissent alors d'occuper l'usine. Voilà 70 ouvriers apparemment pris au piège. Sûr de son fait, l'Etat lâche ses ordres : le soir même, la police anti-émeutes se précipite sur les portes. A 70 contre toute une meute, le combat est évidemment perdu d'avance. Mais ces ouvriers savent qu'en réalité, ils ne sont pas seuls. Ils commencent à frapper bruyamment sur les barreaux d'acier. « **Nous réveillâmes tout le monde dans le complexe et dans la ville. Nos téléphones mobiles sortirent des forfaits car nous appelions nos familles et nos amis à l'extérieur, leur demandant d'ouvrir les fenêtres et de faire savoir à la sécurité qu'ils regardaient. Nous appelâmes tous les ouvriers que nous connaissions pour leur dire de se précipiter vers l'usine [...]** Plus de 20 000 ouvriers arrivèrent »². Les enfants des écoles élémentaires et les étudiants des écoles supérieures proches prennent les rues en soutien aux grévistes. Les services de sécurité sont paralysés. Finalement, au quatrième jour de l'occupation de l'usine, les officiels du gouvernement, paniqués, offrent une prime de 45 jours de salaire et donnent l'assurance que la compagnie ne sera pas privatisée.*

En choisissant ainsi d'occuper leur usine, ces 70 ouvriers auraient très bien pu se retrouver coincés dans une véritable souricière, à la merci des forces de l'ordre. Mais cette poignée d'ouvriers qui se sont enfermés dans l'usine n'a pas tenté d'y tenir un siège, seule contre tous et « jusqu'au bout ». Ils ont au contraire utilisé cette occupation comme un point de

ralliement, en appelant leurs frères de classe à rejoindre le combat. Plusieurs semaines de lutte leur avaient montré qu'une solidarité de classe se forgeait peu à peu, que des liens étaient en train de se tisser et qu'ils pouvaient donc compter sur le soutien de « 20 000 ouvriers ». C'est cette confiance progressivement engrangée qui leur a permis d'oser appeler tous les ouvriers qu'ils connaissaient « *pour leur dire de se précipiter vers l'usine* ». *L'occupation d'usine* ne fut qu'un moyen parmi les autres pour mener cette lutte, la dynamique générale d'extension du mouvement étant l'élément déterminant.

L'isolement est toujours un piège mortel - Aucune méthode de lutte ne constitue en soi une panacée. Les blocages et les occupations peuvent être, selon les circonstances, totalement inadaptés. Pire ! Aux mains des syndicats, ils sont toujours utilisés pour diviser les ouvriers et les mener à la défaite. La grève des mineurs de 1984, en Grande-Bretagne, en est une illustration tragique. A cette époque, le prolétariat le plus vieux du monde est aussi l'un des plus combatifs. Il détient chaque année, et de loin, le record du nombre de jours de grève ! Par deux fois, l'Etat doit même retirer ses attaques. En 1969 et 1972, les mineurs parviennent en effet à créer un rapport de force favorable à la classe ouvrière en imprimant à la grève une dynamique d'extension sortant de la logique sectorielle ou corporatiste. Par dizaines ou par centaines, ils se rendent en véhicules dans les ports, les aciéries, les dépôts de charbon, les centrales, pour les bloquer et convaincre les ouvriers sur place de les rejoindre dans la lutte. Cette méthode deviendra célèbre sous le nom de *flying pickets* (« piquets volants ») et symbolisera la force de la solidarité et de l'unité ouvrières. Les mineurs paralysent ainsi toute l'économie en interrompant presque totalement la production, la distribution et la combustion du charbon, source d'énergie alors indispensable aux usines. En arrivant au pouvoir en 1979, Thatcher compte bien briser les reins de cette classe ouvrière pas assez docile à son goût. Pour cela, son plan est simple : il s'agit d'isoler les éléments les plus combatifs, les mineurs, dans une grève longue et dure. Durant des mois, la bourgeoisie anglaise se prépare au bras de fer. Des stocks de charbon sont constitués pour faire face au risque de pénurie. Dans ses *Mémoires*, Thatcher rapporte : « *Il incomba principalement à Nigel Lawson, qui était devenu ministre de l'Energie en septembre 1981, d'amasser - régulièrement et sans provocation - les stocks de charbon qui permettraient au pays de tenir. On devait beaucoup entendre le mot « tenir » au cours des mois suivants.* » Quand tout est fin prêt, en mars 1984, 20 000 suppressions d'emplois sont brutalement annoncées dans le secteur du charbonnage. Comme attendu, la réaction des mineurs est fulgurante : dès le premier jour de grève, 100 puits sur 184 sont fermés. Un corset de fer syndical entoure alors immédiatement les grévistes. Tout est fait pour annihiler tout « *risque* » de « *contamination* ». Les syndicats de cheminots et de marins soutiennent platoniquement le mouvement, autrement dit, ils laissent les mineurs se débrouiller tout seuls. Le puissant syndicat des dockers se contente de deux appels à la grève tardifs, l'un en juillet quand nombre de puits sont fermés pour cause de vacances et l'autre à l'automne pour le retirer quelques jours plus tard ! Le TUC (la centrale syndicale nationale) refuse de soutenir la grève. Les syndicats des électriciens et des sidérurgistes s'y opposent. Bref, les syndicats sabotent activement toute possibilité de lutte commune. Mais surtout, le syndicat des mineurs, le NUM (National Union of Mineworkers), parachève ce sale boulot en enfermant les mineurs dans des occupations stériles et interminables (plus d'un an !) des puits de charbon. Compte-tenu des stocks amassés, la paralysie de la production de charbon ne fait cette fois-ci pas peur à la bourgeoisie, seule la possibilité d'une extension de la lutte aux différents secteurs de la classe ouvrière l'inquiète. Il lui faut donc à tout prix éviter que les mineurs envoient des piquets volants partout pour discuter et convaincre les ouvriers des autres secteurs de les rejoindre dans la lutte. Le NUM déploie toute son énergie à restreindre la grève à l'industrie minière. Afin d'éviter que des *flying pickets* soient envoyés aux portes des usines voisines, toute l'attention des ouvriers est focalisée sur la nécessité d'occuper les puits, tous les puits, rien que les puits, coûte que coûte. Or, le NUM a bien pris soin de ne pas appeler à la grève nationale, chaque région doit décider de rentrer en lutte ou non. Quelques puits continuent donc de tourner.. Ce même NUM désigne alors ces puits encore en activité comme des « *repaires de jaunes* ». De mars 1984 à mars 1985, pendant un an, la vie de milliers d'ouvriers et de leur famille va tourner autour de cette seule question d'occuper les mines et de bloquer les quelques puits encore en activité. Bloquer la production du charbon devient, sous la houlette syndicale, l'objectif central et unique, une question en soi. Les *flying pickets* ont du plomb dans l'aile ; au lieu de « voler » d'usine en usine, ils restent là, au même endroit, devant les mêmes puits, jour après jour, semaine après semaine, puis mois après mois. Le

seul résultat est l'exacerbation des tensions entre grévistes et non-grévistes ; parfois même, des affrontements entre mineurs éclatent.

Cette fois isolés de leur classe, divisés en leur propre sein, les mineurs deviennent une proie facile. Grâce à ce sabotage syndical, à ces occupations stériles et interminables, à ces *flying pickets* qui n'ont plus de volants que le nom, la répression policière peut s'abattre avec d'autant plus de violence. Le bilan de la grève des mineurs de 1984 sera de 7000 blessés, 11 291 arrestations et 8392 personnes traduites en justice. Bien plus grave, cette défaite sera la défaite de toute la classe ouvrière, le gouvernement Thatcher passera alors en force toute une série d'attaques dans tous les secteurs.

Décidément, il n'existe aucune recette pour la lutte de classe. Toute méthode de lutte (blocage, piquet, occupation...) peut tantôt être au service du mouvement, tantôt facteur de division. Une seule chose est certaine : la force de la classe ouvrière réside dans son unité, sa capacité à développer sa solidarité et donc à étendre la lutte à tous les secteurs. C'est cette dynamique d'extension qui seule fait vraiment peur à la bourgeoisie et permet de dégager, dans les grandes lignes, quelques leçons essentielles des expériences de lutte du prolétariat :

- jamais les piquets ou les occupations ne doivent être la source d'un quelconque enfermement et repli, mais au contraire un outil au service de l'extension ;

- pour ce faire, l'ouverture est un élément vital. Une usine occupée doit être un lieu où les ouvriers des autres secteurs, les retraités, les chômeurs... peuvent venir débattre et participer à la lutte. Les piquets, eux aussi, doivent constituer des lieux privilégiés d'échange pour convaincre les non-grévistes de rejoindre le combat. Les piquets volants doivent avoir pour souci premier cette notion d'extension de la lutte à **tous** les secteurs ; tout mode d'action ne peut être employé à tout moment. En particulier, quand un mouvement ne s'étend pas et stagne puis qu'il s'oriente ostensiblement vers la reprise, il est presque toujours vain pour les éléments les plus combatifs et déterminés de vouloir aller « jusqu'au bout » de leurs forces (physiques et morales) par des occupations et des blocages souvent désespérés. Ce qui compte alors, c'est surtout de préparer les nouvelles luttes à venir.

- enfin, derrière les actions de blocage, de piquet et d'occupation, les syndicats ne cherchent toujours qu'à diviser et isoler. Seule la prise en mains de la lutte par les ouvriers eux-mêmes permet le développement de la lutte et de la solidarité ! Quoi qu'il en soit, au-delà du rôle que peut jouer une occupation d'usine ou un piquet à un moment donné d'une grève, c'est dans la rue que les ouvriers peuvent se rassembler massivement ! Ce n'est pas pour rien qu'en mai 2006, les métallurgistes de Vigo, en Espagne, qui occupaient leur usine et faisaient face à une répression policière violente, ont décidé d'organiser leurs assemblées générales et les manifestations dans les rues du centre-ville. Ici, dans la rue, les ouvriers de tous secteurs, les retraités, les chômeurs, les familles ouvrières... tous ont pu rejoindre les grévistes et manifester activement, par la lutte et l'unité dans la lutte, leur solidarité de classe ! Pawel (24 janvier 2008) ... Témoignages de deux ouvriers de l'usine, Muhammed Attar et Sayyid Habib, recueillis par Joel Beinin et Hossam el-Hamalawy et publiés sous le titre « *Les ouvriers du textile égyptien s'affrontent au nouvel ordre économique* », sur les sites "Middle East Report Online" et *libcom.org*.

E - Le blocage des raffineries pétrolières et des dépôts de carburant a marqué les luttes contre la réforme des retraites de 2010 en France au point de cristalliser, au sein des assemblées générales et des manifestations, l'ensemble des discussions et des débats. Pour beaucoup, bloquer les raffineries est apparu comme un moyen de faire concrètement pression sur la bourgeoisie en paralysant, par l'intermédiaire de ce "secteur stratégique," les transports et l'ensemble de l'économie. *"Malgré huit journées d'action particulièrement suivies, il apparaît que même avec 3,5 millions de personnes dans les rues, les défilés ne permettent pas d'être correctement entendus. [...] Partout en France, les blocages dans les raffineries, dans les centres de traitement des ordures et dans bien d'autres sites se multiplient. Incontestablement, l'obstination de l'État et du patronat à imposer leur réforme des retraites aura poussé la lutte à retrouver des pratiques syndicales disparues depuis trop longtemps [...] Comment penser sérieusement que des grèves peuvent se résumer à des défilés dans les rues, encadrés par les forces de l'ordre ? L'histoire [...] a souvent montré que nos droits, nos acquis sociaux ont été arrachés (et pas demandés poliment) à l'issue de luttes très dures et généralement en utilisant le seul moyen à la disposition des travailleurs et des travailleuses : la grève et le blocage de la production sur le lieu de travail"* (1). Ces quelques lignes de la CNT-Vignoles résument ce que tous les "bloqueurs" de l'automne 2010 avaient effectivement en tête. De février à novembre, les manifestations se sont succédées, rassemblant chaque fois des millions de personnes. Dans les cortèges, une immense colère face à la dégradation générale des conditions de vie s'est explicitement exprimée. Pourtant, la bourgeoisie française n'a pas reculé, multipliant même les attaques contre la sécurité sociale, l'accès aux soins, les effectifs des fonctionnaires, etc. Tandis que les "défilés dans les rues" apparaissaient aux yeux de tous impuissants et stériles, des minorités ont cherché des méthodes de lutte plus radicales et efficaces. Le blocage de l'économie leur est alors apparu "comme une évidence" (2).

Le blocage des raffineries, une victoire à la Pyrrhus - Quelques jours d'occupation des raffineries ont suffi à créer un relatif phénomène de pénurie de carburant et des troubles dans les transports. Dès la fin du mois de septembre, la grève éclate dans certaines raffineries. Le mouvement fait naturellement tâche d'huile et les usines ferment les unes après les autres. A la mi-octobre, les 12 raffineries françaises sont toutes bloquées. Face aux provocations des CRS, des piquets composés d'ouvriers du raffinage, de travailleurs d'autres secteurs, de chômeurs, d'étudiants précaires, de retraités, etc., gardent les portes nuit et jour. Rapidement, le carburant vient à manquer aux pompes. La pénurie d'essence fait la Une de tous les journaux. Les déclarations des responsables politiques affirmant qu'il n'y a aucun problème d'approvisionnement aux pompes apparaissent comme des gesticulations grotesques. Au final, selon l'INSEE, la production de pétrole a été réduite de 56,5 % au mois d'octobre.

En apparence, les bloqueurs semblent donc avoir réussi leur coup. Mais évidemment, en réalité, il n'en est rien. Cette prétendue "victoire" n'est qu'une illusion créée par la propagande de la bourgeoisie. Laisser croire qu'il est possible de bloquer la production à partir d'un secteur, quel qu'il soit, est un grossier mensonge. Et dans le cas précis du pétrole, la bourgeoisie a eu pleinement la capacité de faire face aux blocages. La France, comme beaucoup d'autres pays, dispose en effet de plusieurs millions de tonnes de pétrole en réserve lui assurant de nombreux mois d'approvisionnement (17 millions de tonnes de stocks stratégiques, soit plus de trois mois de consommation normale, des stocks de

réserves dont disposent les compagnies pétrolières, des réserves de carburants gérées par l'armée...). De plus, avec l'internationalisation des réseaux de pipeline et, tout simplement, la possibilité d'importer de l'étranger de l'essence par camion, les Etats ne s'appuient pas seulement sur leurs propres réserves pour assurer la distribution de carburant. Comme l'écrit Peter Vener, *"Il est caractéristique que même les plus insurrectionnalistes des tiqquniens (3) parlent de bloquer "l'économie du pays", à partir de la simple généralisation des blocages effectifs, plus ou moins sporadiques ou étendus, plus ou moins spontanés ou téléguidés, etc., comme si cela avait encore le moindre sens à notre époque de "globalisation" et d'organisation en "réseaux" du capital modernisé, en particulier dans le secteur clé de la production et de la distribution de pétrole"* (4). Le risque de pénurie d'essence d'octobre 2010, et de paralysie de l'économie nationale, n'a donc été qu'un conte de fée pour endormir les ouvriers. La difficulté de s'approvisionner en essence n'a finalement touché que quelques automobilistes, surtout à cause du phénomène de panique. Les compagnies pétrolières ont même profité de l'occasion pour vendre leur essence à prix d'or.

Le blocage des raffineries n'a été qu'une piqure de moustique sur le dos d'un éléphant. Et le capitalisme a le cuir épais ! - En fait, derrière cette prétendue victoire du blocage se cache au contraire une réelle défaite pour la classe ouvrière. A travers le blocage des raffineries la bourgeoisie s'est employée à isoler des ouvriers parmi les plus combattifs et à diviser le prolétariat.

D'un côté, les syndicats, notamment la CGT, s'appuyant sur le contrôle absolu qu'ils exerçaient sur les opérations, se sont employés à isoler les ouvriers des raffineries, menacés depuis plusieurs mois par des restructurations et donc particulièrement combattifs, du reste de leur classe. Leur colère justifiée n'a pas été le point de départ d'une extension de la lutte : plutôt qu'organiser des piquets volants devant des entreprises d'autres secteurs pour les gagner au mouvement, la CGT a évidemment enfermé les bloqueurs sur leur lieu de travail. Tout devant se jouer sur le seul soi-disant blocage des raffineries, il s'agissait de tenir coûte que coûte, dans une ambiance de citadelle assiégée où seule comptait la "pénurie d'essence." De l'autre, à travers une intense campagne sur les risques de pénurie d'essence, le gouvernement et ses médias ont volontairement créé un climat de panique parmi la population. Coincés entre de coûteuses journées de grève, massivement suivies, et le harcèlement quotidien au sein de l'entreprise, beaucoup d'ouvriers ont craint de ne pas pouvoir se rendre sur leur lieu de travail. Cette inquiétude s'est d'ailleurs matérialisée dans les longues files de véhicule à l'entrée des stations-service que les journalistes ont couvert jusqu'à la nausée. Si, en général, les prolétaires n'ont pas stigmatisé les ouvriers des raffineries et ont même plutôt manifesté leur solidarité, l'hystérique propagande médiatique a indéniablement contribué à briser la dynamique d'extension dans laquelle s'était engagée la lutte.

Ainsi, ce n'est pas un hasard si, après des mois de montée en puissance du mouvement de contestation, le déclin s'est amorcé au moment même où le blocage des raffineries battait son plein. Mais, dans la mesure où un mouvement de masse démarre toujours quelque part, en quoi le blocage des raffineries n'aurait-il pu être le point de départ d'une lutte de plus grande ampleur ? Pourquoi le CCI, dès les premiers blocages, avertissait du risque d'enfermement, d'isolement et de division contenu dans cette action de lutte ? (5)

Le culte du blocage contre la massification de la lutte - Dès ses premières manifestations, la théorie du blocage économique était bâtie sur de mauvaises fondations. Les pro-bloqueurs ont très rapidement pris conscience de l'inefficacité des manifestations sans lendemain organisées par les syndicats. Ils en ont cependant conclu qu'une poignée d'individus déterminés entravant le fonctionnement de cibles stratégiques comme les raffineries était la meilleure base sur laquelle créer les conditions de la massification et d'une authentique solidarité. Le groupe de Lyon nommé "Premier Round" a ainsi écrit : *"Le mouvement actuel part aussi de là : "il faut bloquer l'économie, comment s'y prendre ?" La réponse s'est imposée d'elle-même autour de la question du pétrole. Même si personne ne sait au fond si cela marchera, si c'est le bon bout par lequel attaquer ce problème, il y a cette tentative : organiser la pénurie d'essence. Et voir ce qui se passera. Un peu partout, dès la grève reconductible votée, il a suffi que quelques grévistes adoptent le blocage comme moyen d'action pour que d'un peu partout on vienne les rejoindre. Là où la grève et le sabotage ne suffisent plus, les grévistes s'opposent eux-mêmes à la circulation. C'est ainsi que l'on voit des cheminots, des étudiants, des postiers, des infirmiers, des enseignants, des dockers, des chômeurs, bloquer ensemble les dépôts de carburant – sans attendre les éternels appels à une abstraite "convergence des luttes." De même à l'encontre des gares, des centres de tri, des dépôts de transports en commun, des aéroports, des autoroutes : là où quelques dizaines de personnes suffisent à bloquer. [...] Le nerf de la bataille en cours, ce sont les blocages des raffineries et des dépôts pétroliers, des points névralgiques au nombre relativement réduits. Bloquer la production et l'acheminement de pétrole, c'est sortir des revendications symboliques, c'est attaquer là où ça fait mal."*⁶ Cette seule phrase révèle à elle-seule la fausse route : "là où quelques dizaines de personnes suffisent à bloquer. "

Il est d'ailleurs très significatif que les cibles mises en avant soient les raffineries, les gares, les aéroports, les autoroutes ou les transports publics. Le secteur des transports est effectivement un élément stratégique pour la lutte ouvrière, mais pour des raisons exactement inverses que celles évoquées par *Premier Round* : le blocage des trains, des métros ou des bus est souvent un obstacle à l'élargissement de la lutte et peut favoriser le jeu de la bourgeoisie. C'est même un grand classique : monter les travailleurs les uns contre les autres en déchaînant des campagnes sur le thème de la "prise en otage des usagers". Surtout, le blocage des transports entrave la mobilité des travailleurs qui ne sont plus en mesure de se déplacer pour apporter leur solidarité aux grévistes, en se rendant à leurs AG ou en participant aux manifestations. Les déplacements des délégations de grévistes vers les autres entreprises sont également rendus difficiles. En fait, le blocage total favorise presque toujours l'enfermement dans le corporatisme et l'isolement. C'est pourquoi les luttes ouvrières les plus avancées n'ont jamais conduit au blocage des transports.

La théorie du blocage de l'économie s'appuie sur une idée profondément juste : la classe ouvrière tient sa force de la place centrale qu'elle occupe dans la production. Le prolétariat produit presque l'ensemble des richesses que la bourgeoisie, dans son rôle proprement parasitaire, s'approprié. Ainsi, par la grève, les ouvriers sont potentiellement capables de bloquer toute la production et de paralyser l'économie. Lors des événements de mai 1968 en France et ceux d'août 1980 en Pologne, de gigantesques grèves ont paralysé les pays provoquant même... des pénuries d'essence. Mais bloquer n'était nullement l'objectif en soi

des ouvriers, les pays étant d'ailleurs paralysés de fait. Si ces deux luttes sont historiques et restent gravées dans les mémoires, c'est parce que le prolétariat a su construire un rapport de force en sa faveur par l'auto-organisation et la massivité de ses luttes. Quand les ouvriers prennent en main leur lutte, ils se regroupent spontanément en assemblées générales pour débattre et décider collectivement des actions à mener, ils cherchent la solidarité de leurs frères de classe en allant à leur rencontre, en essayant de les entraîner dans le mouvement. Etendre la lutte est une préoccupation et une pratique instinctive des exploités face au Capital. Lors de ces deux grands mouvements, les grévistes ont surtout cherché à faire tourner l'économie pour eux, au service de la lutte et de ses besoins. En 1968, par exemple, les cheminots faisaient circuler les trains pour permettre à la population de se déplacer jusqu'aux manifestations. En 1980, cette prise en main des moyens de production va beaucoup plus loin encore. Le Comité de grève inter-entreprises (nommé MKS) avait *“toute prérogative pour conduire la grève. Il formait des commissions de travail – entretien, information, liens avec les journalistes présents sur place, sécurité – et décidait si certaines entreprises devaient continuer à travailler pour assurer les besoins des grévistes. Ainsi la raffinerie produisait, au ralenti, l'essence nécessaire aux transports, des bus et des trains circulaient, l'industrie alimentaire dépassait les plus hautes normes (fixées par les bureaucrates auparavant) pour assurer l'approvisionnement de la population. La “tri-ville” [des ports de la Baltique] (Gdansk, Gdynia, Sopot) vivait au rythme de la grève, au rythme que les grévistes avaient décidé.”* (7) Dans les moments les plus forts de ce mouvement, le comité de grève a organisé le ravitaillement des grévistes et de toute la population en contrôlant et en faisant tourner les entreprises d'électricité et d'alimentation.

Les pro-bloqueurs proches de groupes comme *Premier Round* critiquent très justement et de manière très virulente la mainmise des syndicats sur les luttes. Ils ont ainsi cru identifier dans le blocage des raffineries une action de lutte radicale débordant le corset de fer syndical : *“Des nouvelles solidarités informelles se mettent en place à la base et en dehors du contrôle des directions syndicales. On le sent bien, ces dernières sont un peu dépassées par les événements et ne savent pas trop quoi faire de tous ces “soutiens”. Ces solidarités-là, et c'est bien leur force, ne sont pas vraiment encadrables.”* Mais la réalité est exactement inverse. Il suffit d'ailleurs de poursuivre la lecture de l'article pour que cette illusion saute aux yeux :

“Où se retrouver pour venir en soutien aux grévistes ? Où envoyer la thune ?

• Raffinerie de Grandpuits : dons en liquide ou par chèques adressés à l'ordre de : Intersyndicale CFDT-CGT, à l'adresse suivante : Intersyndicale CFDT-CGT, Raffinerie Total de Grandpuits, boîte postale 13, 77 720, MORMANT, ou dons en ligne sur le site internet. - • Raffinerie Total de Flandres : adresser vos dons à la caisse de grève gérée par SUD-Chimie : P.W. SUD-Chimie Raffinerie des Flandres 59140 DUNKERQUE. Chèques à l'ordre de : SUD-Chimie RF.”

Les actions de blocage se déroulent “en dehors du contrôle des directions syndicales” car elles “ne sont pas encadrables,” à en croire *Premier Round* qui informe pourtant sans sourciller ses lecteurs sur “Où envoyer la thune” pour soutenir les grévistes : à la CFDT, à la CGT, et à SUD ! La vérité, c'est que les syndicats ont orchestré de bout en bout la paralysie du secteur pétrolier. Là encore, Peter Vener est l'un des rares à oser regarder la réalité en

face : *“Des personnes sont venues rejoindre des piquets de grève autour des raffineries, en règle générale à l’appel des comités intersyndicaux locaux, rebaptisées souvent assemblées interprofessionnelles, histoire d’en élargir les assises. Bien entendu, de telles personnes n’avaient pas nécessairement des visées politiciennes mais, simplement, elles avaient l’impression de dépasser l’atomisation, de sortir des séparations et des corporatismes, bref, de participer à la “convergence des luttes” et “au blocage de l’économie”. [...] Les personnes qui gonflent les piquets ne se demandent pas pourquoi les syndicalistes de l’Énergie et de la Chimie, si corporatistes et si repliés sur eux-mêmes habituellement, ont ainsi besoin de faire appel à des forces n’appartenant pas à leur secteur, voire étrangères au “monde du travail”, même parfois à des “anarchistes” sur lesquels ils crachaient encore ouvertement la veille. S’agit-il de nouvelles percées à travers les murs de tels bastions, à l’ordinaire particulièrement bien contrôlés par les syndicalistes, qui, de leurs miradors, organisèrent des cordons sanitaires autour d’eux ? Assiste-t-on à la rupture réelle des salariés de tels secteurs avec leur corporatisme spécifique, fondé sur l’horrible tradition néo-stalinienne du “produire et consommer français”, etc. ? En réalité, sauf peut-être pour quelques-uns d’entre eux, il n’en est rien. [...] D’où l’acceptation des quelques “forces” venues d’ailleurs, qui, pour l’essentiel, doivent jouer le rôle de troupiers additionnels de l’appareil syndical de la CGT, mais aussi de celui de SUD. [...] Aujourd’hui, via le recentrage de la principale centrale syndicale en direction des formes d’intervention à la mode, tel le blocage programmé d’axes de communication, parfois annoncé à l’avance à la police par les leaders syndicaux, nous sommes passés de la “grève par procuration”, des années 1980 et 1990, au “blocage par procuration”. Les “bloqueurs” des sites, bien souvent, ont travaillé pour les centrales syndicales. Point barre.”* Ainsi, à la raffinerie de Grandpuits, en région parisienne, de nombreux salariés, chômeurs, étudiants précaires et retraités sont venus chaque jour apporter leur soutien aux ouvriers grévistes. Certains ont même parfois pu participer aux AG. Mais ces rares AG “ouvertes” n’étaient que de tristes mascarades : prise de parole du délégué CFDT, puis du délégué CGT, puis... vote. Aucune discussion, aucun débat. Pourquoi des pro-bloqueurs, si critiques envers les centrales syndicales, ont-ils fini par jouer le rôle de faire-valoir dans des actions typiques des gros bras de la CGT ? Pour Peter Vener, il ne faut pas confondre *“de simples réactions de colère contre les services d’ordre syndicaux pour de la critique approfondie du syndicalisme.”* L’expérience de la réalité est d’ailleurs encore plus édifiante. Il y a, en effet, une parfaite concordance entre les partisans du blocage économique et celle des syndicats : une minorité décide et agit à la place de la majorité des exploités. La différence réside en ce que les pro-bloqueurs croient agir au service de la lutte alors que les appareils syndicaux ont pleinement conscience de leur œuvre de sabotage.

Aucune recette immédiate, aucune pratique activiste minoritaire ne peut se substituer à la nécessité de l’extension et du développement massif de la lutte pour le prolétariat. Le blocage concret de l’économie ne peut pas être un raccourci vers la victoire tombant du ciel par décret ; il est le résultat d’un processus de généralisation de la lutte auto-organisée et solidaire des travailleurs. Si le constat de l’inefficacité des manifestations de l’automne 2010 est juste, il faut en déduire, non pas qu’il est inutile d’être des millions dans la lutte, mais que la question essentielle est : qui dirige le mouvement de contestation ? Les ouvriers ou les syndicats ?

“L’émancipation des travailleurs sera l’œuvre des travailleurs eux-mêmes”... de tous les travailleurs. *Pawel et V.* (21 février)

- 1) “Généraliser les pratiques de lutte, aujourd’hui et demain...,” *Classe en lutte*, no 116, nov. 2010 (CNT-Vignoles).
- 2) “France, automne 2010 : Le blocage de l’économie comme une évidence”, nov. 2010 (Groupe communiste internationaliste).
- 3) NDLR : Les “tiqquniens” désigne les partisans de la revue *Tiqqun*, organe de presse du Parti de l’imaginaire dont le membre le plus connu est Julien Coupat, mis en examen sous le coup des lois anti-terroristes et livré en pâture par le pouvoir et ses médias en étant désigné comme l’auteur du sabotage d’une caténaire d’une ligne de TGV sur le réseau de la SNCF en novembre 2008.
- 4) “L’idéologie du blocage”, Peter Vener, oct.-nov. 2010.
- 5) Cf. “Bloquer les raffineries : une arme à double tranchant,” *Révolution Internationale* - suppl. au mensuel no 417, oct. 2010.
- 6) “*Bloquons tout*,” *Le blocage, une idée qui circule*, mardi 26 octobre 2010. (Premier Round).
- 7) “*La victoire au bout de la grande grève*,” *Inprecor*, no 84, 11 sept. 1980.